



ALORS? HEUREUX DE VIVRE
DANS UNE RÉGION
DIRIGÉE PAR LA GAUCHE ?



Région Ile-de-France

Le matraquage fiscal permanent

La région Ile-de-France est gérée par la gauche depuis 1998. Ne disposant que d'une majorité relative pendant son premier mandat (1998-2004), Jean-Paul Huchon n'a pu mettre en œuvre la politique qu'il souhaitait, contraint par la droite, de baisser les impôts de - 6 % ou de mener des actions en faveur de la sécurité. Ayant enfin une majorité en 2004, le président de la région a rattrapé le temps perdu : matraquage fiscal, augmentation des dépenses de fonctionnement et de communication, saupoudrage des subventions, baisse de l'investissement et accroissement de la dette.

Après les augmentations de 24 % en 2005 et 30 % en 2006 des impôts régionaux, la gauche poursuit le matraquage fiscal en 2007, en augmentant la taxe régionale sur l'essence (TIPP) et en prélevant 80 M€ supplémentaires sur les automobilistes franciliens.

Depuis 2004, l'Ile-de-France fait même figure de mauvais élève en matière de hausse fiscale parmi les autres régions françaises dirigées par les socialistes : 400 M€ d'impôts supplémentaires ont été prélevés sur les ménages et les entreprises franciliennes.

Les entreprises paieront...

Avec les **augmentations à répétition en 2005** et en **2006 du taux de la taxe professionnelle**, ce sont **150 millions d'euros** supplémentaires qui vont être prélevés chaque année sur les entreprises franciliennes.

La majorité PS-PC-Vert du Conseil régional d'Ile-de-France prétend soutenir le développement économique de l'Ile-de-France en accordant **60 M€ d'aides diverses aux entreprises**. En réalité, ces **dispositifs alibis** ne compensent même pas **pour moitié le prélèvement fiscal supplémentaire de 150 M€** que vont subir les entreprises en raison de **l'augmentation du taux de taxe professionnelle**. Cette hausse massive de

la fiscalité sur les entreprises constitue un véritable obstacle à l'investissement, à l'emploi et à la consommation. Elle intervient alors que le **taux de chômage en Ile-de-France est supérieur** à celui de la **moyenne nationale**.

Les automobilistes franciliens, bêtes noires de l'exécutif En effet, **l'exécutif a choisi d'augmenter la taxe sur l'essence de 80 M€**. On peut évaluer ce **nouvel impôt à 75 € par an** pour un automobiliste qui effectue un plein de carburant par semaine. Cette mesure injuste qui touche 5 millions de Franciliens s'ajoute à la **baisse des crédits routiers de 64 %** et à **l'augmentation de la taxe sur les cartes**

grises de 59 % depuis 2004. L'augmentation du prix de la fiscalité sur l'essence imposée en 2007 s'ajoute à la hausse de la **taxe sur les cartes grises de 59 %** que l'exécutif régional de gauche a imposé depuis 2004, ce qui représente un prélèvement de plus de **210 M€**. En effet, les franciliens qui ont acheté une voiture neuve ou d'occasion ont payé la **taxe sur leur carte grise 64€ de plus** pour une 5 CV **et de 115€ de plus** pour une 9 CV. Cette mesure, **socialement injuste**, touchera **5 millions d'automobilistes** pour qui la voiture est indispensable pour se rendre au travail. Et ce n'est pas tout, en 2006 **les crédits destinés**

aux routes et voiries ont subi une coupe sèche : - 39 % passant de 125 M€ à 90 M€ entre 2005 et 2006. La réduction des crédits se poursuit avec une baisse de 41 % des autorisations de programme dans le projet de budget 2007. Pourtant, le véhicule automobile est un moyen unique d'accéder à l'emploi pour un grand nombre de personnes qui vivent dans les franges de l'Ile-de-France, mal desservies par les transports en commun.

La dette augmente... Depuis le début de la nouvelle mandature, la gauche a fait gonfler **la dette régionale de +22 %**. On peut condamner l'augmentation des impôts, et de la dette de notre région. Ces augmentations pourraient et ont pu en certaines circonstances et en d'autres temps se justifier.

AUGMENTATION DE LA DETTE : +22 %

EN M €	2004	2005	2006	2007	Évolution 04/07
Dette directe	1 661	1 884	2 051	2 184	
METP	161	92	56	38	
TOTAL	1 822	1 977	2 107	2 223	+22 %

En effet, l'impôt ou l'emprunt n'est pas condamnable en soi, lorsqu'il s'agit de financer la construction de lycées par exemple. Or, en Ile-de-France, c'est exactement le contraire qui se produit. Malgré la hausse de la fiscalité et de la dette, les investissements reculent.

Explosion des dépenses de fonctionnement

L'augmentation des dépenses de fonctionnement est préoccupante pour notre institution dont la mission fondamentale doit rester l'investissement. Depuis 1998, l'exécutif socialiste a augmenté le **train de vie de l'institution régionale**. Cet accroissement des dépenses de fonctionnement résulte d'une politique inconsidérée de la gestion du personnel, des locaux

“ Depuis 2004, 400 m€ d'impôts supplémentaires ont été prélevés sur les ménages et les entreprises franciliennes.”



de la région et de la multiplication des dépenses de communication. Pour mémoire, les dépenses de fonctionnement par rapport à la population représentaient **67,32 €/habitant** en 1998. En 2007, elles atteignent **198 €/habitant**.

Accroissement des effectifs

Comme dans les autres régions, les effectifs de la région Ile-de-France ont explosé bien avant que les transferts liés à la décentralisation n'interviennent. Ainsi, dès 1998, les effectifs de la région sont passés de 802 à 1 251 en 2004. Les recrutements se sont poursuivis. En 2005 et 2006, 250 postes ont été créés. Et 30 postes supplémentaires ont été créés en 2007 sans lien avec la décentralisation.

La communication

Contrairement aux annonces de l'exécutif, les dépenses de communication continuent d'augmenter. En 1998, ces

dernières s'élevaient à 4,82M€. Elles auront été multipliées par 3 pour atteindre aujourd'hui en 2007 15,12 M€. Néanmoins, les crédits de communication se dissimulent désormais dans chaque chapitre budgétaire (action internationale, culture, action sociale,...). En réalité, les dépenses de communication approchent **17 M€ par an** et non 15 M€ comme semble l'indiquer l'exécutif.

La création d'un journal régional

10 M€ pour la création d'un **journal régional** à grand tirage. A l'heure ou

des projets de radios régionales et de télé Régionales (avec la TNT) se mettent en place, l'impact de ce journal risque d'être proche du néant... pourtant il représente 1,5 points de fiscalité !

Les frais de réception

Les frais de réception étaient de **0,762 M€** en 1998. Ils ont augmenté de **+ 160 %** pour atteindre **1,950 M€** en 2005, 2006 et 2007.

Les investissements reculent...

Le montant des crédits de paiement diminue régulièrement depuis 2005 :

LES CHARGES LIÉES AUX LOCAUX DU CONSEIL RÉGIONAL

Au Conseil régional d'Ile-de-France, il y a 8 sites : Barbet de Jouy, Babylone, Invalides, Murat, Montparnasse, Lancereaux, rue Monsieur, rue du Bac... Cela entraîne des coûts induits : cafétéria, gardiennage, problème de communication entre les sites...

Les loyers et charges locatives du Conseil régional : **+83 %** en 3 ans.

2004 : 12,4 M€/an

2005 : 17 M€/an (+41%)

2006 : 20,795 M€/an (+22%)

2007 : 22,79 M€ (+10%)

Pour mémoire, en 1997 le budget consacré aux loyers était de 13 millions de francs, soit 1,9M€.

1 849 M€ en 2005
1 783 M€ en 2006
1 730 M€ en 2007,
Ainsi, les investissements diminuent dans les principaux secteurs clés de notre région. (Voir schémas).

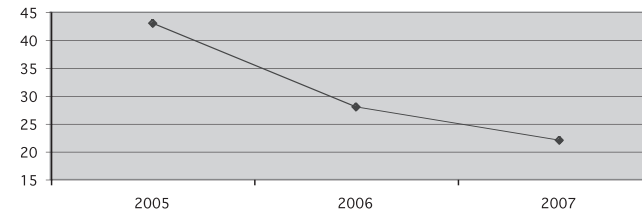
Ces « chers » organismes

Au total, tout cela coûte plus de 5 M€ par an. On peut citer notamment, la

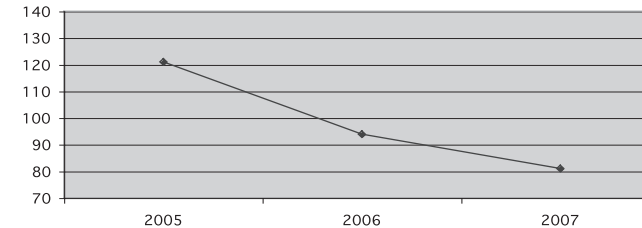
mise en place de **cellules de veille économique**, la création d'un **centre de ressource et d'appui à l'économie sociale et solidaire**, les **tables rondes sur les projets alternatifs aux plans sociaux**, la mise en place d'une **conférence régionale sur le développement économique et l'emploi** en Ile-de-France, la

“ Les dépenses de fonctionnement représentaient 67,32 €/habitant en 1998. En 2007, elles atteignent 198 €/habitant.”

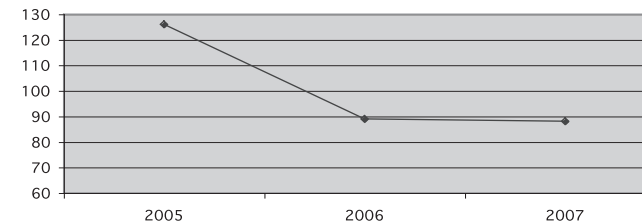
ÉQUIPEMENTS DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE EN M€ : -49 %



ACTION ÉCONOMIQUE EN M€ : -33 %



INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES EN M€ : -30 %



création d'une **commission régionale de contrôle de l'utilisation des fonds publics**, et enfin la tenue des multiples **États généraux** tous secteurs confondus... Enfin cerise sur le gâteau, le 1^{er} Avril 2005, l'exécutif régional a fait adopter une délibération proposant la création d'un **observatoire francilien des engagements**. Au début du mois de juin, **le préfet a demandé le retrait de cette délibération**, au motif qu'« un tel système pourrait être interprété comme la mise en place

d'un système de mandat impératif dont l'interdiction a été étendue aux élus locaux par une décision du conseil constitutionnel du 6 Mars 1998 ».

Et pour finir, les dernières perles de l'exécutif régional

Pendant que les entreprises et les ménages d'Ile-de-France sont asphyxiés par l'explosion des impôts régionaux, les priorités de l'exécutif régional semblent bien loin de l'amélioration du quotidien des franciliens !

⇒ Après les **400 000 €** pour le musée Salvador Allende à Santiago du Chili (alors que le gouvernement Chilien lui-même ne mettait que 150 000 € pour la réhabilitation de ce musée), **la région récidive en matière d'actions internationales :**

✓ **65 000 €** pour que soit présenté dans les quartiers de Santiago un spectacle proposant « un voyage dans l'histoire du mouvement Hip Hop, de ses repères, de sa gestuelle, depuis les années 70 aux États-Unis ».

✓ **10 000 €** pour un projet intitulé « Plantes médicinales et savoirs ancestraux des femmes Aymara au Chili ».

✓ **42 000 €** pour former les élus analphabètes de la Région de Kayes au Mali.

✓ **1 904 €** pour permettre au 1^{er} Vice Président de la région de Kayes au Mali de se rendre en Mauritanie (billets d'avion, déplacements automobiles à Bamako, Logement, frais de séjour et Visa).

✓ **Seulement 200 000 €** ont été consommés pour la reconstruction au Sri Lanka après le Tsunami alors que le conseil régional s'était engagé en janvier 2005 à hauteur de 3 millions d'€ !

⇒ **Fêtes et mondanités**

✓ **500 000 €** pour la fête des franciliens en vue de « développer le sentiment du mieux vivre ensemble »

✓ **30 000 €** pour « l'ethical fashion show 2006 », organisé par l'association Universal Love

⇒ **Nos amies les bêtes**

✓ **25 000 €** pour un programme d'étude des mécanismes du déclin du moineau domestique.

✓ 2 000 € pour un séminaire sur le retour du saumon en Seine.

✓ 32 900 € pour un programme de recherche sur les dangers liés à l'expansion des populations de tortues à tempes rouges en Ile-de-France.

✓ 20 000 € pour un programme d'étude sur les écrevisses pour une fédération de pêche.

⇒ **Les inclassables**

✓ 105 000 € pour mettre en place une monnaie électronique solidaire en Ile-de-France qui s'apparente au retour du troc !

✓ 48 000 € pour former les élus analphabètes issus du scrutin municipal dans le cercle de Niore du Sahel au Mali.

✓ 11 000 €, pour financer le développement de la pratique du football dans les écoles des zones d'éducation prioritaires dans la province de Gauteng en Afrique du Sud.

✓ 5 000 € pour former des Kinésithérapeutes dans la zone du Mékong au Sud du Vietnam.

“ 50 000 € pour développer le projet funk therapy dont le principe est « la rétrospective de l'histoire des différents courants de street issues des communautés minoritaires des ghettos des États-Unis ».”

LES EMPLOIS TREMPLINS RATENT TOTALEMENT LEUR CIBLE

L'exécutif de gauche s'était fixé début 2004 un objectif de 10 000 emplois-tremplin pour un montant de 150 M€ par an. Trois ans après, l'exécutif socialiste a péniblement atteint 1 163 postes.

L'exécutif socialiste de la région Ile-de-France a de plus totalement dénaturé le dispositif des emplois tremplin pour tenter d'atteindre son objectif. Ainsi de nombreuses associations ont bénéficié d'emplois tremplin avec parfois des salaires de cadres (30 000 € nets par an) :

➤ SOS Racisme : 5 postes

➤ L'UNEF : 2 postes... etc.

Au final, le dispositif des emplois tremplin s'avère coûteux et totalement inefficace dans la mesure où il ne répond pas du tout aux attentes de celles et de ceux qui cherchent réellement un emploi.